

Atelier « LES ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES RURALES ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : regards croisés, Brésil, Indonésie, France »

Montpellier, CIRAD - 7 et 8 septembre 2005-

Organisation de producteurs, développement durable et production de valeurs humaines au Nordeste du Brésil

Eric Sabourin Cirad, UR Arena, UnB, Département de Sociologie, sabourin@cirad.fr

Résumé: L'approche participative du développement « durable », le désengagement de l'état des appuis directs à l'agriculture familiale et la segmentation des programmes publics ont conduit les organisations d'agriculteurs à assumer de nouveaux rôles, justifiés par les agences de développement sur la base des vertus associées au capital social des communautés rurales et de leurs organisations. Les explications quant à l'origine du capital social renvoient toutes à la mobilisation de valeurs humaines (confiance, responsabilité, justice) qui seraient insérées dans les pratiques sociales et culturelles. A partir d'exemples au Nordeste du Brésil, cette communication examine dans quelles conditions et selon quelles modalités, les diverses formes d'organisation des agriculteurs parviennent à maintenir ou à garantir la production de ces valeurs humaines, y compris via des structures économiques et productives généralement destinées à les intégrer au système de libre-échange. Les exemples mobilisés concernent les formes d'entraide paysanne, les associations communautaires de producteurs, la gestion de ressources communes, mais également les nouveaux dispositifs d'interaction entre organisations paysannes et services publics.

Introduction

Les transformations et la modernisation de l'agriculture, en particulier de l'agriculture paysanne et familiale du Nordeste du Brésil, sont liées, entre autres, aux processus d'action collective et à diverses formes d'organisation des producteurs (Abramovay, 1999 ; Sabourin, 1999). L'approche « participative » du développement « durable », le désengagement de l'état des appuis directs à l'agriculture familiale et la segmentation des programmes publics ont conduit les organisations d'agriculteurs à assumer de nouveaux rôles, justifiés par les agences de développement sur la base des vertus associées au capital social des territoires, des communautés rurales et de leurs organisations. Les explications quant à l'origine ou la création du capital social renvoient toutes à la mobilisation de valeurs humaines (confiance, responsabilité, justice) qui seraient insérées dans les pratiques sociales et culturelles. La communication questionne l'origine de ces valeurs constituées et cherche d'autres explications à leur production, en particulier dans le principe de réciprocité. Dans quelles conditions et modalités les diverses formes d'organisation des agriculteurs parviennent-elles à maintenir ou à garantir la production de ces valeurs humaines ? et ce, y compris via des structures économiques et productives généralement destinées à les intégrer au système de libre-échange. Les exemples mobilisés au Nordeste semi-aride du Brésil, concernent les formes d'entraide paysanne, la gestion des ressources communes, les associations et coopératives de producteurs, mais également les nouveaux dispositifs d'interaction entre organisations paysannes et services publics : banques de semences, crédit solidaire, formation.

La première partie rapporte les difficultés et tensions des organisations rurales du Nordeste semi-aride pour assurer des dispositifs de développement qui soient durables dans leurs interactions entre elles et avec les pouvoirs publics. La seconde partie questionne les

explications en termes de capital social et propose la réhabilitation des catégories économiques substantives identifiées par Polanyi (1944): échange, réciprocité et redistribution. La troisième partie analyse comment sont produites ou, au contraire, inhibées, ces valeurs humaines, à partir d'exemples de dynamiques d'organisation des agriculteurs familiaux au Nordeste du Brésil et propose une nouvelle lecture des relations socio-économiques mobilisées. Les considérations finales présentent quelques limites et perspectives posées par cette proposition en termes de stratégies de développement durable d'une part et de pistes de recherche sociale d'autre part.

I. Les tensions entre organisations d'agriculteurs et politiques publiques

Nouvelles politiques de développement rural durable et organisation des producteurs

Les politiques de développement rural après la période de libéralisation et d'ouverture économique du Brésil (1990) – ou d'ajustement financier dans d'autres pays du sud – associent un traitement social de l'agriculture paysanne et familiale et une concentration des investissements et des appuis technico-productifs sur les formes plus compétitives d'agriculture d'entreprise (Sabourin, 1999 ; Tonneau *et al.*, 2005).

Les nouvelles formes de gouvernance du développement rural dit durable, se caractérisent par trois types de mécanismes complémentaires: le désengagement de l'état de certains appuis directs à la production familiale (en termes d'infrastructures, de commercialisation, d'assistance technique et de formation); la segmentation des politiques publiques en programmes spécifiques, plus d'ordre social que productif (lutte contre la pauvreté, environnement, sécurité alimentaire, genre, jeunes) et, plus récemment, les approches participatives et territoriales.

Pour justifier cette politique, du moins dans le discours, l'action collective et l'organisation des agriculteurs familiaux sont largement invoquées, en termes d'efficience ou de gestion décentralisée de ressources rares. Dans ce contexte, les organisations d'agriculteurs assument de nouveaux rôles. Ceux-ci concernent les organisations formelles et leurs fédérations (syndicats, coopératives et associations de producteurs), les organisations non formelles (communautés, groupes d'entraide, banques de semences, groupes de crédit solidaire ; de commercialisation) et les réseaux, en particulier les forums hybrides et articulations associant individus, organisations et entreprises (Sabourin, 2001, Sabourin *et al.*, 2005). La reconnaissance publique de la légitimité ou de l'efficacité des organisations d'agriculteurs, ainsi que la mise en place de mécanismes d'interaction entre action de l'état et action collective des ruraux, constituent certes des avancées notables (Abramovay, 2002; Sabourin *et al.*, 2005). Par contre, bien souvent, les mêmes organisations sont mobilisées pour justifier des politiques ou des projets "participatifs" dans lesquels, en réalité, elles n'ont peu ou pas de pouvoir de décision, mais des responsabilités en termes d'exécution, de gestion ou d'administration, en substitution des services de l'état.

Malgré cet aspect, ce type de processus peut être considéré comme un moindre mal ou comme inévitable, étant données les limites de l'Etat Providence dans les pays en développement. Certains considèrent qu'il s'agit là d'une voie favorable, à moyen ou long terme, pour assurer des avancées des populations rurales en termes de durabilité institutionnelle : représentation, apprentissage, autonomie et capacité de gestion (Sabourin, 2002 ; Schneider *et al.*, 2003). Ce nouvel agenda de politiques de développement durable a été largement justifié et promu par les agences de développement nationales (INCRA, 1999 ; MDA-Condraf, 2003) et internationales (World Bank, 1997 & 2000, PNUD, 2000), sur la base des vertus associées au capital des communautés rurales et de leurs organisations.

Le relais des organisations de producteurs

Nous avons choisi deux exemples de mobilisation d'organisations d'agriculteurs familiaux établies pour pallier aux carences des politiques publiques ou pour négocier des appuis des services publics. Il s'agit de dispositifs collectifs de production d'innovations techniques et institutionnelles dans l'Etat de la Paraíba : le pôle syndical de la Borborema (Sabourin *et al*, 2004) et l'Université paysanne (Tonneau et Sabourin, 2004 ; Coudel et Sabourin, 2005)

Le projet territorial du pôle syndical de la Borborema : Le pôle syndical de la Borborema (PSB) réunit les Syndicats de Travailleurs Ruraux de 16 municipalités de l'Agreste de la Paraíba, situées autour de Campina Grande. L'origine du pôle tient à trois facteurs : i) une orientation de l'action syndicale en appui à l'agriculture familiale, liée à une nouvelle génération de dirigeants autour des problèmes de production agricole et d'environnement ; ii) la position conservatrice de la fédération des travailleurs ruraux de l'état de la Paraíba qui n'a pas adhéré à la Centrale Unifiée des Travailleurs au sein de la CONTAG ; iii) l'action de plusieurs ONG régionales en appui à l'agriculture familiale durable ou agro-écologique.

A partir de 2001, le PSB a commencé à socialiser informations et organiser des formations en vue de l'élaboration d'un plan de développement régional de l'agriculture familiale, initié par un diagnostic participatif territorial à l'échelle des 16 municipes, avec l'appui méthodologique de l'AS-PTA, Ong locale (zonage agro-écologique, typologie des systèmes de production familiale et étude des marchés ruraux). Le PSB n'a pas attendu le plan et les financements publics du MDA pour passer à l'action. Avec l'appui de l'Aspta, il assure l'animation et le suivi d'un réseaux d'agriculteurs expérimentateurs (réalisant sur leur exploitation des test et expérimentations programmés et évalués en commun) et des commissions thématiques territoriales: gestion de l'eau et construction de citernes (Unité de Gestion du programme 1 millions de Citernes) ; cultures agro-écologiques (gestion de 3 marchés de produits organiques) ; alimentation et santé animale, semences (appui au réseau de banques de semences communautaires) (Sabourin *et al*, 2004).

L'université Paysanne: Dans la région du Cariri de la Paraíba, fonctionne depuis 2003, à l'Ecole Technique Agricole de Sumé, une expérience de formation par alternance de leaders d'organisations rurales. Il s'agit de l'Université paysanne - Unicampo (Caniello *et al*, 2003). Le principe consiste à assurer sur place, une formation par alternance au développement local durable pour un groupe de 25 à 30 dirigeants d'organisations paysannes de base (communautés rurales et projets de réforme agraire). Les agriculteurs sont désignés par leurs organisations, les cours ont lieu les fins de semaines durant 4 à 6 mois par an. La formation est offerte par l'Université Fédérale de Campina Grande (UFCG), appuyée par divers professionnels et chercheurs, mais aussi par des animateurs d'Ong locales. Le financement est assuré par des fonds publics (Ministère Education et MDA) et par la coopération internationale (FIDA, Cirad) (Unicampo, 2004).

La demande auprès de l'UFCG est partie des responsables du syndicat de travailleurs ruraux d'un des municipes. Le montage du projet a été relayé par une ONG locale (CECAPAS) et par le Forum régional des secrétaires d'éducation du Cariri (21 municipes). Le projet Unicampo a été formalisé et exécuté dans un délai de quelques mois grâce à la mobilisation de plusieurs compétences professionnelles individuelles et institutionnelles présentes dans la région (Tonneau et Sabourin, 2004 ; Tonneau *et al*, 2004). Après trois cycles de 4 à 6 mois, la première promotion va terminer sa formation fin 2005 et une phase d'expansion dans l'ensemble du Nordeste (5 nouveaux sites) est programmée par le MDA et l'UFCG..

Difficultés de l'interaction entre OPR et services publics

Dans les deux cas, malgré leur spécificité, on retrouve trois caractéristiques typiques de disfonctionnement des interactions entre organisations de producteurs et politiques publiques. Outre les habituels problèmes de discontinuité des politiques publiques, de leur caractère paternaliste au Nordeste et du manque de compétence des fonctionnaires, dont ces dispositifs « pilotes » sont à priori préservés, les tensions et contradictions concernent trois aspects, en partie liés : i) les dérives institutionnelles et les difficultés d'autonomie du dispositif collectif, ii) la question du partenariat et iii) les logiques et méthodes de développement « durable ».

- *Les dérives institutionnelles* ne sont pas l'apanage des services publics, le Pole Syndical n'y échappe pas totalement, ni les STR du Cariri qui s'affrontent au Mouvement des Sans Terre pour contrôler les projets de réforme agraire. Mais, souvent, elles sont surtout dues aux institutions les plus puissantes ou anciennes qui cherchent à profiter de la médiatisation d'un projet « pilote » pour renforcer leurs propres stratégies : l'UFCG, Université fédérale récemment créée, profite de l'Unicampo pour installer des campi décentralisés et improvisés dans la région semi-aride. Dans le Cariri, le MDA a imposé à l'Unicampo dix candidats issus des projets de réforme agraire. Dans le cas du PSB, la Borborema, a été choisie pour bénéficier de l'appui du Secrétariat de Développement Territorial du MDA pour consolider son Plan. Mais rapidement la démarche participative à partir des attributs et des dynamiques locales, s'est heurtée à la démarche descendante du MDA qui propose, via ses consultants rémunérés au produit (séminaire, réunion, plan) une animation « participante » d'un processus de planification figé dans une méthode stricte aux étapes et sous-produits imposés. Une question restée posée dans le cas du projet Unicampo : L'université paysanne au Brésil est-elle un projet de l'Université fédérale et du MDA, ou est-elle un projet en partenariat avec les organisations paysannes et rurales et quel est leur poids et leur autonomie dans les décisions. De même, sans autonomie relative du PSB, comment construire un projet territorial local à partir de normes et étapes décidées à Brasilia ? La dynamique du diagnostic territorial participatif avait permis un bon départ, le pôle ayant obtenu un statut d'association, la possibilité d'embaucher ses propres techniciens...mais cette autonomie est remise en cause par le MDA qui menace de ne plus financer le processus si sa méthode n'est pas respectée. La coordination du PSB envisage l'hypothèse d'une rupture et cherche d'autres appuis.

- *la construction de partenariats* : dans une perspective de développement local ou territorial aucun acteur, aussi engagé soit-il, ne peut prétendre à l'exclusivité ni à la vérité. Or l'enthousiasme des nouvelles approches (les territoires, l'Université paysanne) a tendance à faire oublier à leurs acteurs ou porteurs qu'ils ne sont pas seuls, que la région a une histoire (qui se répète parfois), qu'ils auront besoin des autres institutions, en particulier des élus locaux, qui quelles que soient leurs limites et compétences, sont des partenaires légitimes. Tisser des liens de partenariat sans exclure, suppose le respect des identités et des rythmes de chacun, en particulier des exécutifs municipaux. Dans le cas de la Borborema, ceux-ci ne supportent plus les impositions du MDA et menacent de boycotter le projet de plan territorial. Le PSB (souvent en situation d'opposition politique aux maires) se trouve alors mis en porte à faux, voire désavoué, par ses alliés politiques au gouvernement fédéral. De même l'animateur MDA de la Borborema a rapidement écarté les ONG locales du processus, car leur compétences et insertion locales contrariaient la stratégie bureaucratique du SDT

- *la question des modèles de développement durable* véhiculés par les institutions en interaction est généralement évacuée, faute de temps ou de rigueur, ou parce que les choix auraient déjà été pris à un niveau supérieur. Or après l'élection d'un gouvernement sur un projet populaire et une base socialiste, il est difficile aux mouvements sociaux locaux et aux syndicats paysans, d'accepter les miettes du financement de la grande entreprise rurale, ou des méga projets d'hydraulique qui ne bénéficient qu'aux grandes firmes de travaux publics. Le

projet fédéral 1 million de citernes dont l'exécution a été confiée au mouvement social nordestin, représente un véritable défi de petite hydraulique décentralisée, or: il est co-financé par le fonds caritatif de la fédération des banques brésiliennes et par le projet Fome-zéro, devenu une action classique d'assistance à la pauvreté. L'Université Paysanne défend dans sa charte et ses contenus, tout comme le PSB, une agriculture familiale agro-écologique sur des bases de réciprocité paysanne productive, renouvelée et adaptée au contexte actuel. Or le MDA n'a pas tranché la question de la dualité de la politique agricole brésilienne et continue à financer un projet qui ne laisse que deux issues à l'agriculture familiale : l'intégration au marché capitaliste par la qualité ou l'assistancialisme total, sans activités productive, une sorte de cantonnement dans des réserves rurales.

L'approche territoriale du développement durable (via les conseils municipaux et territoriaux de développement durable) oppose souvent aux organisations rurales des schémas préconçus qui ignorent les dynamiques locales (Schneider *et al.*, 2003), même si elle s'appuie sur les notions d'attributs spécifiques et de *capital social* des territoires. En fait, les territoires institutionnalisés et dessinés par les autorités publiques deviennent, eux-mêmes de nouveaux acteurs collectifs du monde rural, et on oublie quels sont les acteurs humains qui portent le projet collectif (Abramovay, 2002 ; Sabourin, 2005).

2. La mobilisation du capital social des organisations rurales

Parmi les notions clef citées pour justifier la mobilisation des organisations d'agriculteurs et la participation des populations aux projets de développement durable, on trouve la réduction des coûts de transaction (Williamson, 1979) et le capital social. La réduction des coûts de transaction relève d'une extension institutionnaliste des notions économiques standard d'économie d'échelle, d'agence ou d'efficacité. L'analyse de la notion de capital social, plus ample, polysémique, de par sa mobilisation par les économistes, mérite plus d'attention.

La question de l'origine des valeurs à la base du capital social

La notion de capital social, due à l'origine à deux sociologues, Bourdieu (1980) et Coleman (1988), a été appliquée au développement économique à partir des travaux de Putnam (1993)¹ en Italie, et ensuite au développement rural par divers auteurs : Evans (1996), Narayan & Pritchett (1997), Durston (1998), Winter *et al.*, (2000), Matos (2002), entre autres.

L'efficacité de ce capital social, à la fois produit et cause des relations interpersonnelles en réseau, de l'action collective et de l'organisation, a été ainsi associée à diverses formes de bénéfices collectifs : la réduction des coûts de transaction (North, 1984), l'apprentissage et la diffusion d'innovations (Narayan & Pritchett, 1999), la résolution de problèmes de gestion des ressources communes (Ostrom, 1994), à des systèmes d'assurance informels et, finalement, à l'efficacité dans la gouvernance territoriale (Winter *et al.*, 2001).

L'application de la notion de capital social au développement économique ou durable des populations les plus pauvres, en particulier des zones rurales des pays en développement a été largement commentée (Portes, 1998; Fine, 1999; Abu El-Haj, 1999; Schüller *et al.*, 2000). Malgré cette redécouverte des vertus économiques des relations humaines, peu d'auteurs expliquent l'origine, non pas du capital social, mais des valeurs qui le fondent : confiance, réputation, responsabilité, ou encore des normes ou des règles invariablement associées à ces valeurs : solidarité, réciprocité et interdépendance, déjà empiriquement mises en évidence par

¹ Pour Putnam, « le capital social correspond aux caractéristiques des organisations sociales comme les réseaux, les normes et la confiance qui facilitent la coopération pour un bénéfice mutuel ou qui permettent aux participants d'une action collective d'être, ensemble plus efficaces dans l'atteinte de leurs objectifs communs ou partagés »

Douglas (2004) par Ostrom (1998). La critique de Portes (1998) et de Portes & Landolt, (2000), plus approfondie, est en ce sens, exemplaire. Portes propose d'abord une définition qui a le mérite de dévoiler, d'emblée, le caractère utilitariste de la notion de capital social qui *« correspond à la capacité des acteurs d'obtenir des bénéfices par le fait d'appartenir à des réseaux sociaux ou à d'autres structures sociales »*. Il reconnaît que le capital social ne produit pas que des vertus (liées à une vision tautologique et téléologique comme celle de Putnam²), mais également des aspects négatifs (exclusion, imposition d'une conformité de normes, replis sur le groupe local). Selon Portes, il existe quatre sources de capital social, toutes liées à des relations de *réciprocité et de solidarité*, qu'il différencie des *« échanges purement mercantiles »* :

- *l'obéissance à des règles* ou normes internalisées par le groupe collectif ;
- les obligations envers les autres en fonction de normes de *réciprocité bilatérale*;
- *la solidarité restreinte*: la norme de réciprocité est le produit émergent d'un objectif ou d'une situation partagés par le groupe (partage) ;
- *la réciprocité indirecte (ternaire)* : le retour au donateur ne vient pas nécessairement de celui à qui il a donné ; la collectivité devient garante de la dévolution des prestations (pouvoir de pression sociale du groupe).

Pour Portes ces relations d'*échange* médiatisées par le capital social sont différentes des *échanges purement mercantiles*, car il n'existe pas le besoin d'une équivalence entre les biens (ou services) échangés, ni de délais pour revendiquer ou obtenir l'accès aux ressources offertes. En réalité, il re-découvre la différence entre échange et réciprocité identifiée par Mauss (1924), définie par Polanyi (1944) et les structures de réciprocité analysées par Temple & Chabal (1995) et Temple (1998).

De fait, les auteurs qui se réfèrent à ces gains en capital social traduisant des intérêts économiques, admettent que ceux-ci dépendent de relations humaines (proximité, interconnaissance, solidarité, entraide) et de la reconnaissance partagée de valeurs humaines universelles (confiance, réputation, responsabilité, justice, équité, liberté, fraternité). Mais ils n'expliquent ni la nature des relations entre intérêts matériels et liens sociaux (Sabourin, 2005), ni l'origine des valeurs humaines, qui seraient insérées dans les représentations sociales (Putnam, 1993), culturelles (Ostrom, 1998) ou symboliques. En ce sens, il nous semble important de mobiliser les contributions antérieures et pionnières d'auteurs comme Mauss et Polanyi, ainsi que les travaux plus récents sur les structures d'échange et de réciprocité (Lévi-Strauss, 1947,1950,) afin d'identifier ou qualifier ces relations et ces valeurs.

La réciprocité et l'origine des valeurs humaines

La contribution pionnière de Karl Polanyi

L'approche substantiviste de l'économie par Karl Polanyi (1944, 1957, 1975) marque une vraie alternative par rapport à la définition formelle de l'économie politique.

Polanyi (1944) a introduit une théorie de la pluralité des formes de l'économie, définie comme l'allocation des ressources. Il a identifié la réciprocité et la redistribution comme des

² Portes critique une vision qui ne prend pas en compte les différences de classes et, surtout, son raisonnement tautologique : le capital social étant à la fois cause et effet. On part des effets (les villes et les régions qui gagnent ou qui perdent) pour arriver aux caractéristiques qui les distinguent, niant des explications alternatives. Il s'agit d'expliquer toutes les différences observées par l'élimination des exceptions et la survalorisation de facteurs comme le civisme et l'organisation sociale.

formes de transaction économique différentes de l'échange. La distinction entre réciprocité, redistribution et échange dépend de codes moraux. Polanyi (1957) parle d'une économie "insérée" dans un système de valeurs qui s'impose à la loi de l'offre et de la demande.

Les valeurs humaines, derrière ces codes éthiques, sont données et "insérées" (*embedded*) dans les structures et dans les représentations sociales: la religion, la culture. Ainsi, quand disparaissent ces traditions (associées par Polanyi aux civilisations et cultures précapitalistes), la réciprocité disparaît et l'échange marchand tend à se généraliser, selon le modèle du marché autorégulateur. Pour Polanyi, les structures sociales cessent d'exercer une influence sur les transactions dans le cas du marché de libre-échange des économies capitalistes, dont il dénonce par ailleurs des dégâts et l'aliénation (1944). Il suffirait donc de libérer les transactions de leurs obligations pour qu'elles deviennent de purs échanges. Le libre-échange émerge ainsi progressivement de la réciprocité de par la séparation de fonctions antérieurement confondues (le fait social total de Mauss).

Le problème de la théorie de Polanyi est qu'elle n'explique pas non plus comment sont produites les valeurs dans lesquelles seraient insérées les prestations économiques. Ce sont des normes qui tombent du ciel, qui sont transmises ou inculquées par la société, comment ? Pour Temple (2004), ces valeurs humaines ne sont pas données ; elles doivent être constituées et socialement construites. Elles sont, précisément, engendrées et reproduites par l'institutionnalisation des relations de réciprocité et de redistribution, au travers de structures, qui ne sont pas seulement sociales, mais aussi économiques, et qu'il qualifie de « structures de réciprocité ». Temple (1998) identifie la production de valeurs fondamentales par les *structures élémentaires de réciprocité*.

La confiance, par exemple, n'est pas issue, à priori, d'une religion ni d'un quelconque patrimoine culturel communautaire, indigène ou paysan, ni même de l'interconnaissance. Elle est produite par des relations économiques et sociales de réciprocité, au travers de structures spécifiques d'alliance et de partage des ressources, qui de fait, se retrouvent également inscrites dans la tradition de la plupart des communautés rurales contemporaines, elles mêmes issues de civilisations anciennes, à l'origine, rurales. Mais, ajoute Temple, la désagrégation de ce patrimoine culturel, conduit généralement à rendre ces obligations ou normes de réciprocité, facultatives ; bien souvent, il n'est plus possible d'assurer ces règles et ainsi, les conditions de reproduction des prestations et des relations régies par les structures de réciprocité. Pour Temple (1997), les structures de réciprocité (l'entraide, le partage de ressources) produisent des valeurs d'usage, mais surtout des valeurs humaines: l'amitié entre les proches, la responsabilité entre générations et par rapport aux ressources naturelles, la confiance, l'équité et la justice dans les modes de redistribution.

Pour autant, les capacités et compétences des organisations des agriculteurs peuvent osciller, dialectiquement, entre deux tendances opposées et en même temps, complémentaires: une qui correspond surtout à la production de valeurs matérielles ou d'usage, donc de valeurs d'échange et une autre, associée essentiellement à des valeurs éthiques de citoyenneté, de solidarité, permettant, sous certaines conditions, l'institutionnalisation des structures qui engendrent ces valeurs³. Ces faits sont vérifiés par divers auteurs. Ellis (2000) utilise, comme Tchayanov (1990) Polanyi (1975) et Shallins (1976) les notions d'unité domestique (*rural households*) et d'économie substantive ou de subsistance (*livelihood economics*).

³ Pour Blais (1980), les valeurs matérielles sont les valeurs d'usage et d'échange, associées aux sentiments humains plus égoïstes, qui motivent les intérêts d'individus et de groupes pour consommer ou accumuler des biens et des services, essentiellement matériels. Par valeurs humaines, il considère les valeurs éthiques les plus fondamentales, intéressant les collectivités et reconnues par la plupart des sociétés humaines, bien que sous des formes diverses: il s'agit, par exemple de la confiance, justice, équité, obéissance aux lois.

Qu'est-ce que la réciprocité ?

Pour Godbout (2004) « *la réciprocité, on peut la définir simplement de la manière suivante : quand on a reçu quelque chose sous la forme d'un don, on a tendance à donner à notre tour. On n'est pas porté à se dire « ah, quelle bonne affaire! », comme le prévoit l'appât du gain. Le don transporte avec lui une impulsion à donner chez celui qui reçoit. Ce n'est en aucune manière une contrainte, à l'opposé par exemple du contrat où les obligations de chacun sont définies le plus précisément possible et sont régies par la loi. Non. C'est une incitation, une invitation. Mais ce phénomène est tellement important qu'on peut en parler comme d'une force sociale élémentaire*⁴. Un grand sociologue américain, Gouldner (1960), a dit de la réciprocité qu'elle était aussi fondamentale que le tabou de l'inceste »

Mauss (1924) avait vu la primauté de l'obligation de rendre, dont-il dit qu'elle est totale et impérative du fait social, mais sans extraire de cette prééminence, le principe de réciprocité : « *dans les prestations totales, tout est symbolique et tout est réciproque* » dit Mauss. Lévi-Strauss (1950) reprochera à Mauss, de n'avoir pas postulé l'échange au centre de la fonction symbolique. Mais, associant alliance et parenté à la triple obligation “*Donner, rendre et recevoir*”, Mauss dessina un projet que Lévi-Strauss propose ensuite dans les *Structures élémentaires de la Parenté*. En ordonnant les relations de parenté au principe de réciprocité, Lévi-Strauss traite de la *réciprocité directe (ou bilatérale)* par le terme d'échange restreint ou symétrique (mariage avec la cousine croisée bilatérale) et de la *réciprocité indirecte* par celui d'échange généralisé ou asymétrique.

Pour Becker (1986) *la tendance à la réciprocité (rendre le bien comme le mal) est une puissance forte de la vie humaine et ce concept est étroitement lié aux notions et valeurs de justice, d'équité, d'obligation de gratitude, de responsabilité envers les générations futures et d'obligations d'obéissance aux lois*. Becker considère bien la réciprocité comme un principe de base pour les obligations sociales volontaires, qu'il s'agisse de relations intimes comme distantes. Il identifie comme Mauss, la relation entre valeurs éthiques et structures sociales, comme par exemple, les structures de parenté, les charges sociales et citoyennes.

La théorie de la réciprocité de Dominique Temple

La théorie de la réciprocité proposée par D. Temple (1995, 1997) part à l'origine du même constat du don maussien. Mais elle pose la question : peut-on donner par principe, c'est-à-dire sans réciprocité ? Comme Caillé (1998), Temple constate que le don n'est pas désintéressé, mais motivé, avant tout, par l'intérêt pour l'autre, par la reconnaissance de l'autre -*comme soi-même* - pour reprendre la notion d'ipséité de P.Ricoeur (1990)

Pour Temple (2004) « *La réciprocité est la matrice du sens et elle donne sens au don. Elle lui donne pour sens d'être un acte désintéressé sans contre partie, un acte d'une gratuité absolue. Il faut donc distinguer ici la réciprocité qui est la condition du don et le don qui n'a de sens que d'être don Dès lors que vous rappelez les conditions qui donnent sens au don, c'est-à-dire dès lors que vous êtes certain que l'autre sait ce que veut dire donner parce qu'il est lui-même coparticipant d'une relation de réciprocité des dons, alors vous avez la possibilité de donner librement. Je dirai même que le don peut être d'autant plus pur, donc d'autant mieux un principe qu'il s'inscrit dans une structure de réciprocité plus rigoureuse. Pour dissiper l'illusion d'une antinomie entre réciprocité et don pur, il faut considérer le don comme une parole c'est-à-dire comme l'expression du sentiment né de la réciprocité* ».

⁴ Temple (1998) parle de structures élémentaires de la réciprocité en réponse aux structures élémentaires de la parenté de Claude Lévi-Strauss (1947).

Temple (2004) propose donc de considérer la réciprocité comme le redoublement d'une action ou d'une prestation, entre autres, comme la reproduction du don. Il distingue ainsi l'échange de la réciprocité : « *L'opération d'échange correspond à une permutation d'objets, alors que la structure de réciprocité constitue une relation réversible entre des sujets* »

Les prestations de don, correspondent bien au "*fait social total*" identifié par Mauss, dans la mesure où les relations de réciprocité engagent l'être humain (individu ou groupe) dans sa totalité, tant du point de vue matériel (économique) que symbolique et social. C'est dans ce sens que Temple (1998) identifie et associe la production de valeurs humaines aux structures de réciprocité et de redistribution.

Les structures élémentaires de la réciprocité

Selon Lévi-Strauss (1947) la notion de structure désigne les diverses manières par lesquelles l'esprit humain construit ces valeurs et systèmes de valeurs. Mais il n'établit pas une différence entre système d'échange et système de réciprocité, puisqu'il considère celle-ci, comme un échange réciproque symétrique.

Pour Sartre (1969) le système de valeurs reflète la structure d'une société et tend à la conserver, la reproduire. La notion de système évoque deux idées : celle de pluralité et celle d'organisation. L'expression "système de valeurs" renvoie à l'idée de plusieurs valeurs, non pas seulement juxtaposées, agrégées, mais articulées, organisées⁵.

Les structures élémentaires de réciprocité sont systématisées par Temple (1998) qui identifie certaines des valeurs humaines qu'elles produisent ou reproduisent (fig.1).

- *Les structures de réciprocité bilatérale* correspondent aux relations d'alliance (mariage, compérage, réseaux interpersonnels,...), d'amitié⁶, qui s'établissent entre individus, familles et groupes. La réciprocité binaire symétrique (*face à face*) produit l'amitié. La réciprocité binaire asymétrique engendre le prestige du donneur (don agonistique, *potlach*).

- *Les structures de réciprocité ternaire* impliquent au moins trois parties; La réciprocité ternaire peut être unilatérale : par exemple le don intergénérationnel (relation de parents à enfants) est associé au sens de la responsabilité (Ricoeur, 1994). Elle peut être bilatérale, dans le cas du partage de ressources communes, par exemple, et produit alors la justice et la confiance.

Temple (1998:241) explique : *quand (la structure ternaire) est bilatérale, elle soumet le sentiment de responsabilité à une obligation nouvelle, par exemple celle d'équilibrer les dons qui viennent d'un côté avec les dons qui vont en sens inverse. L'objectif du donateur dans la structure de réciprocité ternaire unilatérale est de donner le plus possible car plus il donne et plus il engendre du lien social. Dans la réciprocité ternaire bilatérale, celui qui se trouve entre deux donateurs doit reproduire le don de l'un, et celui de l'autre de façon appropriée. Un tel souci est celui de la justice.*

- Dans le cas de *la structure de réciprocité centralisée*, les prestations et les décisions sont distribuées par un centre de redistribution (le chef, le patriarche, le roi, le pouvoir religieux ou

⁵ Blais (1983) distingue une hiérarchisation entre valeurs "moyens" et valeurs "fins" (ou valeurs éthiques). Pour lui, quand on connaît le système de valeurs d'une société il est possible de reconstituer le mode d'organisation, les structures dont elle s'est dotée pour les cultiver. Le contraire est possible, l'analyse des structures permet de reconstituer le système de valeurs d'une société.

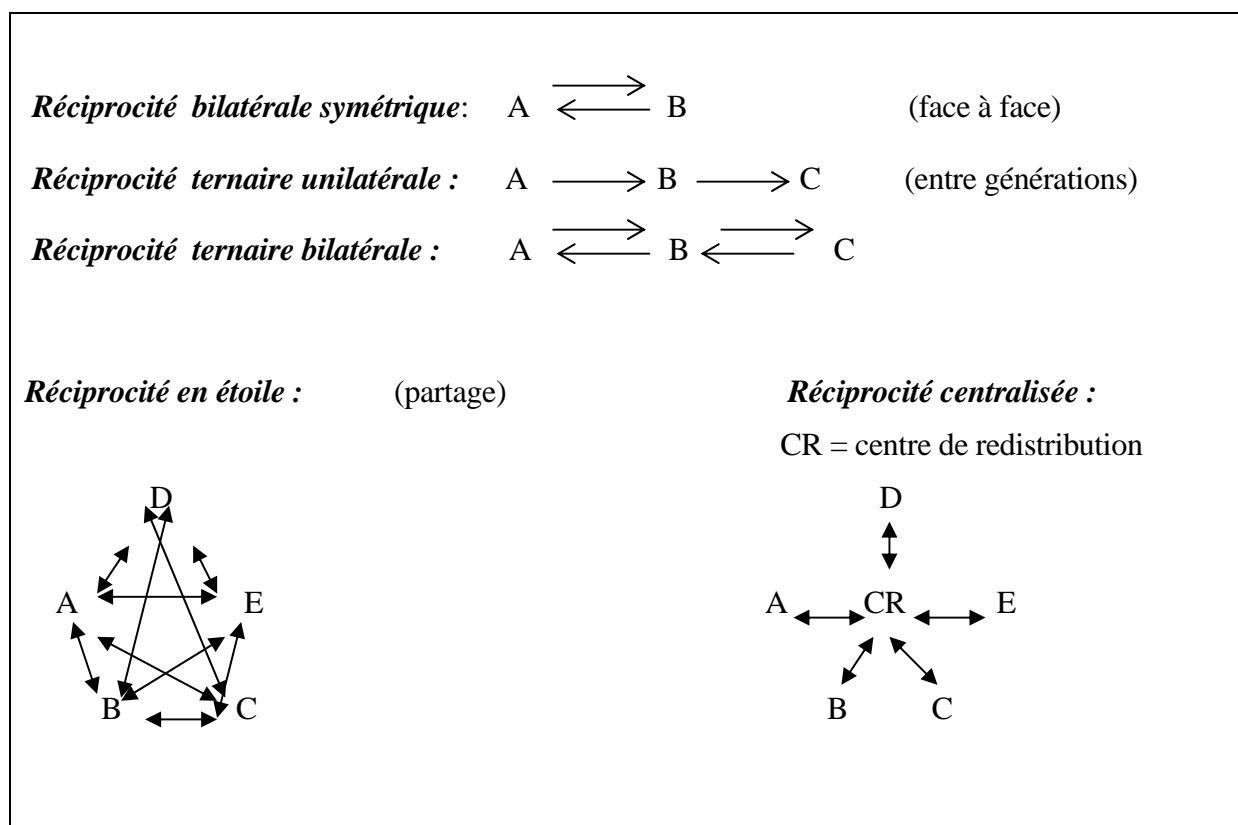
⁶ Alain Caille (2001) utilise le terme d'*aimance*", pour traiter de l'amitié ou de l'amour pour les autres en général, ou pour nos « frères humains »

l'Etat). Dans le cas de *la réciprocité ternaire centralisée* la confiance devient obéissance et obligation au centre de redistribution.

La confiance par exemple, est le produit de relations de réciprocité qui supposent également des obligations, lesquelles, si elles ne sont pas respectées, sont sanctionnées. En matière de transactions économiques, par exemple, si les obligations réciproques ne sont pas régénérées, on laisse le champs libre à la concurrence économique qui n'engendre pas qu'une saine émulation ente agents « libres et bien informés » mais également l'exploitations des plus faibles par les plus riches ou les plus puissants⁷.

Ainsi le partage (les biens communs) engendre la *confiance*. La réciprocité ternaire unilatérale engendre la *responsabilité* et la réciprocité ternaire bilatérale produit *la justice*. Ces structures sont régies par des normes et des règles. Nier ou ignorer ces règles interdit la possibilité d'expression et surtout de reproduction de ces valeurs⁸.

Fig. 1: Représentation schématique de quelques structure de réciprocité



⁷ cf K Marx pour l'analyse de cette forme d'aliénation de l'économie capitaliste ou du marche de libre échange

⁸ Il ne s'agit pas non plus d'idéaliser ou d'idéologiser le principe de réciprocité. Ce n'est pas l'objet de ce travail, mais il existe des formes de réciprocité négative: vengeance, rapt, guerre, meurtre. il existe aussi des processus d'aliénation propres aux systèmes de don et de réciprocité, qui doivent être analysées, mais qui doivent donc être caractérisés, puisqu'ils sont de nature différente des processus d'exploitation propres à l'économie d'échange.

3. Organisation des agriculteurs et structures de production de valeurs

En dépit des succès des dispositifs institutionnels des agriculteurs étudiés et de leur reconnaissance par les pouvoirs publics, les tensions identifiées semblent liées à la nature des logiques sociales et économiques mobilisées et appuyées par ce type d'interaction : intégration des communautés rurales au marché d'échange capitaliste, chaque fois plus en tant que consommateurs plutôt que producteurs ou bien, au contraire construction d'espaces, de territorialités permettant la modernisation ou l'expression de formes de réciprocité et de redistribution, capables de maintenir la production et reproduction des valeurs humaines, souvent invoquées et associées à ces processus (confiance, réputation, solidarité, responsabilité ou équité) au titre de stock de capital social ou à celui de la réduction des coûts de transaction.

Nous présentons ici quelques exemples de caractérisation des tensions entre relations et structures de réciprocité ou d'échange et des valeurs qu'elles produisent ou cessent de produire, dans trois types de situation d'organisations paysannes du Nordeste du Brésil: les organisations non formelles, les organisations professionnelles (coopératives et associations de producteurs) et les dispositifs collectifs impliquant d'autres acteurs, ici une expérience de formation par alternance de leaders paysans.

Les organisations non formelles et la réciprocité dans la production

Au Brésil, la communauté, l'entraide, les groupes de crédit mutuel, les banques de semences, constituent des formes d'organisation rurale d'origine paysanne, sans statut juridique. Elles continuent à assurer à la fois des fonctions économiques d'appui à la production et une fonction sociopolitique de reproduction de valeurs humaines. Ces deux catégories de fonction garantissent des structures de relations humaines qui permettent, non seulement de cohabiter entre proches, mais de cohabiter avec la pauvreté, avec l'exploration capitaliste (ou avec la sécheresse) ou encore de résister à l'injustice et à l'exclusion.

L'entraide dans les communautés rurales

L'entraide appelée *mutirão* au Brésil, recouvre diverses formes et correspond à, au moins trois types de structures de réciprocité (Sabourin, 2005):

a) *la réciprocité bilatérale* quand il s'agit d'une relation régulière entre deux familles, généralement entre voisins ou compères. Dans cette structure d'alliance qui peut être symétrique (entre pairs) ou asymétrique (une famille peut fournir plus de travail ou plus de produits, en fonction de sa taille ou de sa richesse) le principal sentiment produit est l'amitié, qui s'institutionnalise dans les relations de compérage, de parrainage mutuel des enfants, dans une extension des relations de parenté.

b) *Le partage de ressources* (la *metadosis d'Aristote*) constitue une structure spécifique: chacun donne à la communauté et reçoit des autres. C'est le cas, par exemple, quand toutes les familles de la communauté ou tous les membres du groupe se mobilisent pour réaliser un travail au bénéfice d'un agriculteur : défricher une parcelle, creuser un puits. Il y a partage bilatéral. Quand c'est pour construire la maison d'un jeune couple, le partage est unilatéral. Temple (2004) rappelle en effet que l'on ne construit pas la maison de ses parents, mais de ses enfants. Au delà

de l'amitié et de l'alliance, cette structure produit du prestige quand le donataire rétribue l'aide avec des aliments, des boissons ou une fête.

c) *La réciprocité en étoile* (Temple, 2004), autre variante du partage elle correspond au *mutirão* mobilisant l'ensemble des membres du groupe local ou de la communauté, par exemple, pour construire l'école, réparer la salle communale, une citerne ou une route, creuser ou nettoyer une retenue collinaire commune. Cette structure produit, certes, de l'amitié, mais aussi de la confiance entre ses membres. Ceux qui ne participent pas, perdent prestige et honneur

Les évolutions différenciées des formes d'entraide témoignent de la dynamique de ces structures de réciprocité et de leur capacité d'adaptation. C'est le cas, précisément, parce qu'au delà de la nécessité réelle des apports matériels, les communautés y voient une façon de maintenir des règles de partage et de solidarité qui produisent ou reproduisent des valeurs de confiance, d'amitié. C'est aussi le cas dans des environnements institutionnels hostiles ou quand les conditions de reproduction des sociétés paysannes ne sont plus garanties.

C'est important, car par ailleurs, au Nordeste rural les relations d'entraide, de partage ou de redistribution liées à certaines souffrent de la concurrence de nouvelles relations d'échange : salaire, vente de boisson ou entrée payante dans les fêtes des communautés. Quand de telles pratiques sont dominées par la logique de l'échange, elles ne garantissent bien sur plus l'actualisation des structures de réciprocité à même de maintenir la production des valeurs humaines. L'entraide continue, moyennant rémunération, la fête moyennant paiement. L'échange de journées de travail n'a pas les fonctions sociales du *mutirão*, et si n'importe quel journalier de passage peut substituer le chef ou un membre de la famille, les travaux communautaires se poursuivent, mais sans prestige pour le nom et l'honneur de cette famille, sans cohésion sociale. La production de valeurs humaines dans une relation de réciprocité autour d'un substrat matériel, de type entraide ou gestion partagée de ressources, est liée aussi à la praxis, ici, au partage de l'effort entre pairs.

Avantages et limites des organisations professionnelles d'agriculteurs

L'intégration au marché d'échange capitaliste (supermarchés) et à la société nationale (administration, école, Eglises, services techniques) a conduit les communautés rurales du Nordeste semi-aride à se doter de nouvelles structures de représentation, de coopération et d'échange monétaire, sans abandonner pour autant complètement, du moins lors de la transition, les formes d'organisation patriarcale ou communautaires, ni surtout, les pratiques et valeurs de réciprocité et de redistribution d'origine paysanne.

La gestion partagée de ressources naturelles : Les trois cas de gestion collective de ressources communes cités plus haut représentent des exemples plus ou moins réussis d'actualisation de relations de réciprocité paysanne dans des structures associatives modernes. Le cas des pâturages communs de la Bahia est le plus exemplaire, car, tous les membres des communautés, sont devenus, de droit, membre des associations et ont à ce titre accès aux terres communes, qu'ils payent ou non leur part sociale annuelle. Le statut de l'association n'est pas incompatible avec les pratiques communautaires de partage de la ressource, il permet des actualisations en termes de répartition des droits en cas de pression sur la ressource (limitation du nombre d'animaux par famille). Il donne également droit à une reconnaissance publique : cadastre de la propriété collective et subventions pour la clôture extérieure ou la mise en place de points d'eau.

Dans le cas des banques de semences de la Paraíba, une pratique paysanne de partage de semences ou de redistribution d'aliments en cas de crise se trouve réhabilitée par les pouvoirs publics à des fins de développement durable (conservation de la biodiversité et sécurité alimentaire locales). Des associations communautaires sans activités retrouvent une fonction

collective. Cependant, la gestion des biens publics (semences ou financements issus de l'état) n'a plus rien à voir avec le comptage (sans écriture) de quelques kilos ou paniers de graines de maïs, et ne bénéficie pas toujours d'une rigueur dans l'enregistrement et les écritures. Des détournements privés par les leaders existent, qui sont d'ailleurs ouvertement justifiés par leurs auteurs, comme compensation ou rémunération de leur travail gratuit. De fait, sans formation comptable d'un membre de chaque famille, de façon à assurer la rotation des charges de gestion des banques, il n'y a plus de possibilité de respect des règles de réciprocité, ni de contrôle social du groupe. Il en va de même des fonds de roulement collectifs pour la construction de citerne : la règle de réciprocité de la pression du groupe pour le remboursement du crédit est mise en défaut par diverses formes de concurrence, souvent déloyales et inégales, soit des pouvoirs publics locaux, soit de l'état, de l'église ou des élus, qui offrent des citernes gratuites à des fins clientélistes.

Tout en apportant des solutions matérielles immédiates, les formes d'organisation professionnelles créent donc de nouveaux problèmes dans la mesure ou elles ignorent ou ne respectent pas les règles de réciprocité, ayant été formatées selon les principes de la concurrence et de l'échange.

L'organisation formelle des producteurs correspond à une structure juridique socioprofessionnelle. Personne ne devient membre de l'association par essence ou par naissance, comme dans le cas du lignage ou de la communauté, mais par choix libre et volontaire, moyennant une relation contractuelle (le paiement d'une part sociale). En dépit de l'inadaptation de ces structures juridiques d'ordre productif, la création des organisations d'agriculteurs peut donc correspondre à la modernisation de la réciprocité ou au contraire, privilégier le développement de l'échange.

Les nouvelles organisations sont toujours destinées à gérer l'interface entre le monde domestique local (les familles, la communauté) et la société externe: le marché d'échange, l'administration, la ville. Parfois, le changement de système d'organisation conduit à une confusion en termes de valeurs, Mais cette confusion peut conduire aussi à l'adoption, involontaire ou inconsciente de stratégies et de logiques de nature différente voire opposée. Ce fut le cas avec l'installation de paysans éleveurs du Sertão dans les périmètres irrigués de la Vallée du São Francisco. Confrontés à la logique de l'intégration au marché par la production intensive de fruits, ils doivent réaliser une véritable mutation, non seulement de leur système de production, mais de leur système de valeurs et de références ou, alors, abandonner l'irrigation.

Dans le premier périmètre irrigué de la région, Bebedouro (Petrolina - Pernambouco), il y eut conflit entre la logique de concurrence pour le marché et celle du développement de la réciprocité. En effet, une partie des producteurs installés par l'Etat continue à privilégier une logique d'élevage paysan. Satisfaits d'un système d'élevage assuré par les fourrages irrigués, ils recherchent un complément de revenu et un prestige local dans les courses de taureaux, les *vaquejadas*. Cette situation en est venue à préoccuper les pouvoirs publics qui désiraient imposer la production de mangues et de raisins considérée la plus lucrative, de façon à assurer la rentabilité de la coopérative qui vit de la commercialisation de fruits, mais non pas de bétail ou de trophées.

L'actualisation de relations de réciprocité dans de nouveaux dispositifs

Les pratiques et initiatives des communautés rurales pour produire et partager des savoirs peuvent également se consolider quand sont établies des relations de réciprocité nouvelles

avec des acteurs externes et moyennant la création de structures, via des dispositifs d'interaction entre organisations paysannes et pouvoirs publics.

Les bénéficiaires de l'Université paysanne de la Paraíba (agriculteurs familiaux des communautés et de projets de réforme agraire du Cariri), associent le succès de cette formation collective à la qualité de l'apprentissage (individuel et institutionnel) à la production de valeurs comme la confiance, à partir de relations de don et de partage de savoirs (Coudel et Sabourin, 2005).

Cette production de confiance a été promue et construite dans la mesure où la méthodologie de la formation a institué une relation humaine ouverte, dans le respect et l'humilité, entre formateurs et formés. Il ne s'agit plus de produire ou de transmettre des connaissances, mais de créer les conditions de l'apprentissage, ce qui suppose de redonner dignité et parole aux paysans en formation. Il s'agit de donner des opinions, de partager des avis, des pratiques et des prises de consciences mutuelles et collectives. Enfin il s'agit de partager des pratiques: pratiques pédagogiques, visites d'étude, et surtout des travaux manuels et d'art (Tonneau et Sabourin, 2004).

Les élèves expliquent l'efficacité des apprentissages par l'importance:

- du *respect de l'autre* (élève ou professeur), de la *capacité d'écoute qui engendre la confiance au sein du groupe*;
- des *relations d'échange mutuel (réciproque)* avec d'autres professionnels ou acteurs sociotechniques (agriculteurs, artisans, poètes, artistes);
- de la *pratique collective du travail manuel dans les cours d'arts plastiques, y compris des professeurs*, qui a créé des relations horizontales entre pairs.

Les apprentissages les plus notables sont associés à des relations qui produisent donc aussi des valeurs humaines et des sentiments importants : confiance (en soi et dans les autres), respect mutuel et reconnaissance de l'autre, sentiments de justice (la notion essentielle du droit et du devoir de « *prendre* » ou de « *donner* » la parole) ; enfin de responsabilité (envers les partenaires de la formation et envers la communauté ou l'organisation d'origine). Ces valeurs sont produites par des relations structurées de réciprocité Temple (1998).

- Respect, reconnaissance et amitié sont produits par le « face à face » *de la réciprocité bilatérale symétrique*
- La confiance collective est produite par la structure de *partage* au sein du groupe: participation, re-distribution et solidarité;
- Le sentiment de justice dans l'apprentissage et dans la prise de conscience est produit par l'équidistance entre la nécessité de connaissance (son application, pour soi et pour les autres) et la source de la connaissance (personnifiée par le formateur), il correspond à une relation *de réciprocité ternaire bilatérale*.

Par ailleurs, les agriculteurs formés insistent sur le fait que cette université n'est pas seulement « proche d'eux » ; elle « eux et à eux ». Ils ont ainsi été motivés pour engendrer des relations de proximité et d'interconnaissance:

- a) entre eux, en créant une association des anciens élèves de l'Unicampo;
- b) avec l'ensemble de la population de leurs communautés, par des initiatives éducatives (atelier pour les enfants, les femmes) et des projets productifs de développement local.

Les élèves de l'Unicampo ont ainsi créé un espace et des modalités pour continuer à partager savoirs, les règles et techniques appris, et continuer à produire les valeurs humaines partagées

comme dans les sessions de formation à Sumé. Ils ont organisé un élargissement des relations de réciprocité productive et de redistribution/apprentissage de savoirs et valeurs. De tels processus correspondent à une ouverture, une prise de parole et de connaissance, associée à une prise de conscience collective, tels que les concevait Paulo Freire (1963, 1968). C'est là, tout le contraire du replis sur soi, de l'isolement (autarcie et dépendance) qui caractérisent les formes d'aliénation généralement associées aux sociétés paysannes (Mendras, 1976). La valorisation et la récupération de leurs racines paysannes, auparavant méprisées ou cachées, permettent de construire une relation de réciprocité dans l'apprentissage qui produit une valeur de dignité et de prestige collectif. L'institutionnalisation de ce type de relation, sa reproduction ou son élargissement peut contribuer à créer une structure de réciprocité ternaire unilatérale. Elle constitue aussi une condition potentielle pour la mise en valeur des ressources matérielles, éthiques et spirituelles (ou symboliques) de leur territoire local ou régional.

4. Discussion et considérations finales

Capital social et coûts de transaction

Il existe une justification de l'intérêt du capital social selon une logique utilitariste, associée à la concurrence du système d'échange capitaliste. Les relations humaines (proximité, interconnaissance en réseaux) et les organisations sont encouragées car elles permettent de réduire les coûts de transaction, mettre en valeur le capital humain (apprentissage, production et diffusion d'information, d'innovation, de savoirs), de développer les capacités (*capabilities* de Sen, 1999), pour pouvoir accumuler des services, des intérêts ou des valeurs matérielles.

On trouve également une production matérielle (d'usage et de marché) engendrée ou multipliée par des formes de réciprocité productive (entraide, gestion partagée de ressources communes ou publiques, redistribution de savoirs, production de biens publics locaux, etc.) dont la maintenance et la reproduction dépendent de la préservation de structures de réciprocité, plus ou moins instituées et ou fragilisées. Mais, ces structures ne sont pas seulement mobilisées pour leurs aspects matériels; elles fonctionnent également sur le plan symbolique, par la parole, par des règles, des normes ou des coutumes, associées ou non à une tradition, ou encore par leur actualisation dans des conditions nouvelles, dans des structures économiques et sociales qui relèvent de représentation et décisions politiques.

L'appui à l'organisation et les structures en réseau

L'organisation non formalisée constituée par les réseaux sociaux et sociotechniques (Callon, 1991) a été promue par la vulgarisation agricole aux USA et en Europe (Roger & Kincaid, 1981; Darre, 1986 ; Veiga, 1999) en pariant sur les relations humaines d'interconnaissance ou d'interdépendance pour faciliter le transfert d'information et la diffusion d'innovation. Mais les attributs associés aux réseaux technico-économiques (Callon, 1991) d'information, d'innovation ou de commercialisation peuvent être analysés sur deux plans distincts. D'un côté, la confiance, valeur morale renvoie au plan affectif ou spirituel et, de l'autre, l'entraide, la solidarité, les pratiques et relations de réciprocité peuvent concerner, directement ou non, une production matérielle. Comment séparer ce qui relève d'une logique utilitariste de réduction des coûts de transaction ou de facilitation des transferts de connaissances en vue d'une activité matérielle, de ce qui dépend d'une logique de réciprocité en vue de l'élargissement des relations humaines, de l'intérêt pour les autres ?

Les transactions et prestations matérielles apparaissent, "insérées" dans les coutumes ou les expressions culturelles et symboliques des valeurs humaines. Comme ces valeurs sont

gratuites, elles contribuent, de fait, à réduire les coûts de transaction et sont ainsi reconnues par l'économie néo-institutionnelle. Mais, ce courant n'admet pas que ces valeurs doivent être constituées. Elles ne sont pas naturellement associées aux individus, comme la couleur de leur yeux, ou aux groupes sociaux, par un quelconque héritage d'une histoire ou d'une tradition transmise par l'éducation.

Heureusement, dans les sociétés rurales des pays pauvres, l'homme n'a pas pour objectif de détruire ces valeurs, elles perdurent parfois, malgré l'extension du libre-échange. Cependant, pour promouvoir des formes de développement de la collectivité en s'appuyant sur les réseaux sociotechniques ou socioéconomiques, il est nécessaire d'en caractériser les structures constituantes : celles qui, en plus de contribuer aux activités matérielles, produisent également des valeurs humaines. Comment un réseau de réciprocité produit-il de la confiance ? Quelles sont les valeurs inscrites dans la coutume ou dans la reconstruction sociale à partir du symbolique (représentations philosophiques, religion, idéologie politique) et comment ces valeurs sont-elles produites ?

Quel est l'objectif principal des unités de production ou des petites entreprises familiales qui constituent ces réseaux socioéconomiques ? Il s'agit avant tout de satisfaire aux nécessités de leurs familles et, si possible, de la population locale (Oliveira & Duque, 2004). Mais l'économie néo-institutionnelle ne pose pas cette question. Elle cherche d'abord à savoir comment renforcer le potentiel d'exploitation de ressources rares et du travail ou du capital humain. La théorie des coûts de transaction correspond à une vision de la rentabilité économique liée au profit et à son accumulation, elle n'offre donc aucune alternative d'économie politique à la théorie néo-libérale classique. Par contre, elle se justifie en redécouvrant le rôle et le potentiel économique des relations humaines de socialité primaire (Caille, 2001) et des valeurs humaines fondamentales (Temple, 1997).

Cependant, l'option des ruraux pour travailler au sein de petites entreprises familiales autonomes, mais interdépendantes et organisées en réseaux, peut exister, également, parce que ceux-ci tiennent à maintenir et reproduire un système de valeur ajoutée éthique qui vient informer de la nature « morale » ou « utilitariste » de l'économie : une logique d'élargissement et de généralisation de la réciprocité et redistribution dans l'intérêt de soi et du collectif, ou bien une logique de concurrence dans l'échange pour l'accumulation de profits privés ? En d'autres termes : ces réseaux fonctionnent-ils uniquement pour réaliser des profits ou également pour maintenir des relations humaines avec les autres et pour participer d'une société humaine et citoyenne ?

De même, par rapport à la question du développement « durable » : comment distinguer des formes d'organisation destinées à des stratégies productives - prenant en compte la qualité du travail, des produits, des conditions de production et la préservation des ressources naturelles et humaines pour les générations futures - des modes d'organisation apparemment semblables qui, sous couvert du même discours, vont promouvoir en premier lieu la recherche de profits immédiats, au bénéfice principal de groupes dominants restreints ?

Ce sont là des éléments aux racines profondes, qui proviennent de la constitution des sociétés humaines et dépendent de principes universels, de structure fondamentales, constitutives de l'humanité. Le système d'échange capitaliste n'a que trois siècles d'existence et il est né à partir de situations extrêmement particulières en Europe occidentale et aux USA, dans une configuration historique bien spécifique et exclusive. Qu'il ait atteint un niveau de production de progrès technologiques et de commodités fantastiques est une réalité que personne ne peut nier. Mais est-ce que, pour autant, l'ambition humaine doit se limiter à la seule obtention de ces avantages, quand nous savons parfaitement qu'ils ne sont pas illimités, reproductibles pour tous et très inégalement répartis.

Les autres formes d'économie et de marchés, n'offrent-elles pas, de leur cote, d'autres types d'avantages "comparatifs" qui pourraient, aussi, être objet de développement d'autres structures en réseaux. De fait, il n'existe pas de réseaux sans relations humaines, ce qui ne devrait pas, cependant; conduire à justifier comme un moindre mal, les réseaux mafieux du capital financier et commercial, sous prétexte qu'ils produisent des *commodities* et des richesses pour le marché de libre-échange (Sen, 1999).

Difficultés, limites et pistes de recherche.

La différence entre l'analyse de Polanyi et celle du principe économique de réciprocité proposé par Temple réside dans l'origine des valeurs humaines ou éthiques qui orientent les prestations. Polanyi et certains de ceux qui se réfèrent à ses travaux, comme North (1977) et Ostrom (1998) insèrent les valeurs éthiques dans le domaine de la compétence ou de la sphère privée⁹, ou dans les faits culturels qui n'ont rien à voir – ou très peu- avec l'économie. Pour Temple, les structures de réciprocité sont des structures économiques.

De fait, dans les sociétés rurales actuelles, à la différence des sociétés humaines des origines, on se trouve en situations mixtes, dans la mesure où, souvent, le système de libre-échange s'est imposé progressivement, parvenant à se superposer et à masquer ou paralyser les pratiques et relations de réciprocité. Ceci complique le travail d'analyse. Par exemple, les formes de réciprocité bilatérale ou symétrique sont, généralement, interprétées comme des échanges réciproques ou des trocs mutuels. Les normes de réciprocité ternaire entre générations sont assimilées aux intérêts des donneurs à s'assurer d'une assurance vie via leurs descendants. Les formes de redistributions assurées par l'état (sécurité sociale et retraites) sont interprétées par leur valeur monétaire, comme des compléments de salaire, des profits collectifs ou des droits acquis, alors qu'elles constituent les plus importantes et, peut-être, les dernières formes de réciprocité centralisée et généralisée de partage et de redistributions élargie dans nos sociétés modernes. Notons que le Brésil, bénéficie de la législation nationale de réciprocité généralisée la plus avancée au monde, même si elle n'est pas encore appliquée et réglementée, avec la Loi de Revenu Inconditionnel de Citoyenneté, votée en janvier 2003 (Suplicy, 2002).

Dans ces conditions épistémologiques, outre les confusions de concept et de vocabulaires (cf Lévi-Strauss sur réciprocité et échange) et au succès des notions polysémiques comme capital social, solidarité, développement, durabilité, la méthode pour différencier les prestations régulées par le principe de réciprocité de celles gouvernées par l'échange, consiste à identifier les polarités économiques des relations sociales, les valeurs produites et les structures de vase qui garantissent ou contribuent à la reproduction de ces relations, et des valeurs humaines.

Face au retrait de l'état de ses engagements régulateurs et re-distributifs républicains, démocratiques et humanistes, via la privatisation ou la réduction des services publics, les paysans, agriculteurs familiaux et les communautés rurales constituent des dispositifs alternatifs. On assiste au Nordeste semi-aride, à une multiplication d'initiatives locales d'accès ou de gestion de ressources ou de biens publics ou communs (articulations thématiques et forums régionaux, pôles syndicaux, réseaux territorialisés), innovation (banques de semences, groupe de crédit mutuel pour la construction de citernes, groupes

⁹ Les valeurs humaines fondamentales ne sont pas culturellement données à un groupe, ni spécifiques de chaque individu comme la bonté ou les cheveux roux: elles sont produites et reproduites au moyen de pratiques et de relations de production, de travail et d'action entre pairs, la "*praxis inter pares*".

d'agriculteurs expérimentateurs), savoirs et savoir faire (Université Paysanne, Ecoles Familiales Rurales). Les agriculteurs, ou leurs formes d'action collective et d'organisation, assurent donc, à l'échelle locale ou régionale, via ces dispositifs, des fonctions d'intérêt commun ou général de recherche, d'expérimentation, de vulgarisation, de formation et éducation, gratuitement, et souvent sans appui public. Ces dispositifs collectifs assurent à la fois la production de bien publics locaux et des valeurs humaines de responsabilité, de confiance, de justice et de dignité.

Appuyer la durabilité de ces dispositifs d'intérêt public, leur institutionnalisation, comme forme d'articulation entre action publique et organisations d'agriculteurs, constitue un exemple de politique conjointe, négociée et adaptée localement de développement durable. De telles stratégies permettraient de négocier des interfaces positives, surmontant les blocages et paralysies habituels, entre systèmes de réciprocité et systèmes d'échange.

Un autre champ d'application passe par la reconquête des marchés de proximité – Temple (2004) parle de marchés de réciprocité- en particulier aux échelles locales et régionales, de façon à dynamiser la production de lien social, de sociabilité, via les relations entre producteurs et consommateurs. Il s'agit ainsi d'encourager la création de territorialités socio économiques et culturelles "humaines", via la relation entre hommes, produits, identités et territoires - terroirs. Quand la relation directe entre producteurs et consommateurs sur les marchés de proximité ou par la vente à la ferme (*réciprocité bilatérale*) sont limitées, il existe plusieurs alternatives qui fonctionnent partout dans le monde y compris au Nordeste : ¹⁰

- les filières courtes contrôlées socialement par les groupements de producteurs ou les coopératives de consommateurs, ou par les deux ensemble (*réciprocité bilatérale, produisant confiance et amitié*) ;
- l'intermédiation qualifiée et interpersonnelle de "*courtage*" qui maintient une relation de *réciprocité ternaire* par l'interconnaissance, l'effet réseau et l'information sur la qualité: cette structure produit la *confiance*, la *responsabilité* et la *réputation* (du producteur comme du courtier) qui est source de *prestige*.
- ce rôle de certificateur de la qualité peut-être participatif ou dévolu à un tiers, organisation ou institution, sous contrôle social et technique, de la garantie des normes d'origine, de fabrication, de qualité des produits (produits bio, fruits, vins, fromages, etc).
- le commerce juste, en est une variante qui propose sur la base de valeurs humaines, une rémunération privilégiée, à défaut d'une relation, entre producteurs et consommateurs. Simplement, la distance, le recours aux mêmes réseaux et systèmes d'intermédiation que ceux du libre-échange de commodités, dénature ou biaise souvent la possibilité d'établir des relations de réciprocité dans de telles transactions (Le Velly, 2004).

La politique de qualification (label ou appellation) imite les effets de concurrence et de spéculation du libre échange, mais elle dépend de l'identification de relations de réciprocité et de la reconnaissance d'une autorité légitime et compétente pour définir et assurer les normes de qualité et d'origine.

Pour conclure

La mobilisation collective des organisations et des réseaux d'agriculteurs familiaux peut suivre deux orientations. D'un côté, elle peut se développer sur la base du libre échange capitaliste. Celui-ci a été capable d'engendrer un progrès technologique inégalé, des richesses matérielles sans nul doute intéressantes pour l'humanité, mais limitées et toujours réparties de manière plus inégale, produisant plus d'exclus. Ce développement économique fondé

¹⁰ Ces alternatives sont souvent réunies sous le vocable d' « économie solidaire », mais il s'agit en fait de relations et de structures de réciprocité.

exclusivement sur l'économie de libre-échange et de concurrence n'est pas durable. Il engendre aussi l'exploitation des hommes, des ressources naturelles ainsi que l'exclusion des plus pauvres des droits à une véritable humanité. D'un autre cote, les formes d'organisations des agriculteurs, des ruraux, mais aussi d'autres acteurs socio-économiques, peuvent participer du développement de relations et de structures économiques et sociales de réciprocité. Ces relations et structures sont parvenues et parviennent, même si ignorées ou masquées, et en dépit de la domination du système de libre-échange à assurer la survie matérielle de la grande majorité des populations rurales, des modeste aux plus pauvres, et surtout, à maintenir dans nos sociétés, un minimum de valeurs humaines.

Dans la thèse que nous défendons, ces valeurs humaines ne sont pas données culturellement ou socialement et insérées dans les structures symboliques et les représentations, elles sont au contraire construites et reproduites par les relations humaines, constituées en structures de réciprocité. Un des aspects les plus graves de la confusion entre ces catégories et logiques (même si ce ne sont que des catégories théoriques), maintenue par la science, est bien de justifier la mobilisation de processus sociaux s'appuyant sur des valeurs humaines des communautés (ici rurales) pour favoriser, essentiellement, le développement de l'économie d'échange capitaliste. Cette confusion est aussi maintenue par les organisations des populations rurales elles-mêmes, dans la mesure ou, faute de critique interne ou d'explication externe, elles ignorent les différences entre les deux logiques et prolongent le qui pro quo historique né avec la découverte des mondes nouveaux par les colons européens (Temple, 1992) ; ne dominant qu'une logique, elles interprètent les structures d'échange comme des structures de réciprocité.

Sur un autre plan, il s'agit de choisir entre privilégier la production et l'appropriation de valeurs humaines individuelles (courage, bonté, etc.) et la production et le partage de valeurs humaines communes (définies comme celles qui sont le plus susceptibles de contribuer au bien commun). Selon Blais (1983) pour qu'une société fonctionne, elle a besoin de valeurs communes, mais toutes les valeurs ne peuvent être « communes » de la même manière ou au même titre. On ne peut exiger des citoyens qu'ils attribuent aux moyens la même importance qu'ils accordent aux fins. Quand les moyens ne sont pas exclusifs (le temps, l'air, l'espace, le territoire, le savoir, les informations), chacun doit avoir la possibilité d'en faire ce qu'il entend, mais quand les moyens s'auto excluent, la majorité décide dans les démocraties, le chef dans les chefferies ou l'unanimité autour d'un consensus dans les communautés plus réduites ; ce qui, bien sur n'est pas facile à accepter. Pour Blais (1980), un accord sur les valeurs "fins" est capital pour les sociétés, mais à condition de se limiter aux valeurs qui revêtent les dimensions les plus fondamentales et universelles de l'humanité, par exemple la déclaration des droits de l'homme, les valeurs « fins » de «liberté, égalité, fraternité, » de notre république, qu'il est intéressant de confronter aux valeurs « moyens » de celle du Brésil « ordre et progrès ».

De même, les communautés rurales maintiennent des structures de réciprocité, non pas uniquement par conscience de leur production quotidienne des valeurs humaines, mais par la référence à leur cristallisation dans des représentations symboliques : coutumes, rituels, philosophies et religions. Il s'agit donc également, d'opérer les passages entre le réel et le symbolique et de savoir reconnaître les structures symboliques de réciprocité, garanties par le recours à un « tiers inclus » : expression artistique, relation à la nature, divinités, etc.

Au sein de chacune de ces dimensions (corporelle, éthique, intellectuelle, artistique, religieuse) les hommes doivent pouvoir trouver leur liberté: la liberté d'approfondir une profession, un art, ou une science de leur choix, de pratiquer la religion de leur choix. Le bien commun est commun à deux titres; d'abord parce qu'il est réalisé au moyen des efforts de tous, et ensuite parce qu'il appartient à tous.

Bibliographie

- Abramovay R. 1999. O capital social dos territórios: repensando o desenvolvimento rural In: Congresso da Sociedade Brasileira de Economia Política, 4, 1999, Porto Alegre, Anais...Porto Alegre.
- Abramovay R. 2002. Desenvolvimento Rural Territorial e Capital Social in Sabourin E & Teixeira O (eds) *Planejamento e desenvolvimento dos territórios rurais, Conceitos, controvérsias e experiências*, Brasília, UFPB, CIRAD, Embrapa, 113-128
- Abu El-Haj J. 1999. O debate em torno do capital social: uma revisão crítica, *BIB – Revista Brasileira de Informação Bibliográfica em Ciências Sociais* – n° 47 : 65-79
- Becker L.C. 1986 *Reciprocity*, London, Routledge & Kegan Paul (Paperback edition issued by the University of Chicago Press, 1990)
- Blais M. 1980. *L'échelle des valeurs humaines*, Montréal, Fides, 216 p.
- Blais M. 1983. *L'anatomie d'une société saine. Les valeurs sociales*, Montréal, Fides, 248p.
- Bourdieu, P. 1980. Le capital social : notes provisoires, in *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 31 : 2-3.
- Caillé A., 2001 *Anthropologie du don. Le tiers paradigme*. Paris, Desclée de Brouwer, 277p.
- Caillé A., 1998. Don et Association, in: Une seule Solution : L'association. *La revue du MAUSS*, 11 (1), 1998 : 75-83.
- Callon, M. 1991, Réseaux technico-économiques et irréversibilités in. Boyer, B., Chavance, B., Godard, O. (eds) *Les figures de l'irréversibilité en économie*, Paris, EHESS, 195-232
- Caniello M, Tonneau J.P., Leal F., Lima J., Araujo, A. 2003 Projeto Unicampo, Uma universidade camponesa para o semi-árido Brasileiro, Campina Grande, UFCG-Cirad, 16p
- Coleman JS, 1988, Social Capital in the Creation of Human Capital, in *American Journal of Sociology* Vol.94 Supplément, 95-120
- Coudel, E ; Sabourin, E. 2005 Apprentissage et action collective au Nordeste du Brésil : 14 université Paysanne, Montpellier, Cirad - Inra, actes du projet Accolade, 35p et annexes
- Darre, J.P. 1986 Comment les façons de faire et de penser se transforment: l'étude des réseaux de dialogue, *Agriscopes* , 7 : 143-151
- Douglas M. 2004. Comment pensent les institutions. Paris, la Découverte Poche, 220p.
- Durston, J. 1998 Building Social Capital in Rural Communities (where it doesn't exist) Theoretical and Policy Implications of Peasant Empowerment in Chiquimula, Guatemala - *Latin American Studies Association (LASA)*, The Palmer House Hilton, Chicago, IL, September 24-26
- Evans, P. 1996. Government Action, Social Capital and Development: Reviewing the Evidence on Synergy, *World Development*, v. 24, (6): 1119-1132
- Ellis F. 2000 "The determinants of rural livelihood diversification in developing countries" *Journal of Agricultural Economics* 51 (2) 289-302
- Fine, B. 1999. The Development State is dead – Long Live Social Capital? *Development & Change*, v 30 (1999) 1-30
- Freire P. 1963. Alfabetização e conscientização. Porto Alegre, Editora Emma.
- Freire P 1968. Educação e conscientização: extencionismo rural. Cuernavaca, México, CIDOC/Cuaderno 25, 320 p.
- Godbout J., 2004. De la continuité du don, *La Revue du MAUSS*, 23 (1): 224-241
- Gouldner, AW. 1960. The Norm of Reciprocity: A Preliminary Statement, *American Sociological Review* 25, 2: 161-178.
- INCRA 1999 Novo mundo rural, projeto de reformulação da reforma agrária, Brasília, INCRA, 28p.

- Kilcher Frédéric. Marchés hebdomadaires et agricultures familiales. Quelle complémentarité. CNEARC, Montpellier, Mémoire ESAT 1, 136p et annexes + CR Rom.
- Le Velly, R, 2004, Le commerce équitable : des échanges marchands contre et dans le marché, I Congrès de l'Association Française de Sociologie, Villetaneuse, 24-27/02/2004.
- Levi-Strauss C., [1950] 1977 Introduction à l'œuvre de Marcel Mauss, in Mauss M. *Sociologie et Anthropologie*, Paris, PUF, 482p. (7ma edição).
- Levi-Strauss C., 1967. *Les structures élémentaires de la parenté*, chap. XXVII. « les cycles de la réciprocité » La Haye, Mouton, [1947] 1967.
- Matos A.G. 2002, Capital social e autonomia. set./2002 NEAD, www.nead.org.br/
- Mauss M., [1950] 1977, Essai sur le Don in: *Sociologie et Anthropologie*, Paris, PUF,
- Mendras, H. 1976. *Les sociétés paysannes. Eléments pour une théorie de la paysannerie*. Paris, Armand Colin, 281p
- Ministério de Desenvolvimento Agrário-Conselho Nacional de Desenvolvimento Rural Sustentável, Referencias para um desenvolvimento territorial sustentável, por M Duncan, Brasília, MDA-SDT-CONDRAF, 2003, 35p
- Mormont M. 1996 Agriculture et environnement : pour une sociologie des dispositifs, *Economie Rurale*, 1996, 236 : 28-36.
- Narayan D; Pritchett L.1999, Cents and Sociability: Household income and social capital in rural Tanzania, *Economic Development and Cultural Change* 47 (4) : 871
- North, D.C. 1977, Marchés et systèmes économiques alternatifs dans l'histoire : le défi de Karl Polanyi. *La Revue du Mauss*, 2e sem, 1977 : 51-64.
- North, D.C. 1984 Transaction costs, institutions and economic history, *Journal of institutional and theoretical history*, 140, 1: 7-17.
- Ostrom, E. 1994 Constituting social capital and collective action in *Journal of Theoretical politics* 6 (4): 527-562
- Ostrom E., 1998. A behavioural approach to the rational-choice theory of collective action, *American Political Science Review*, 92:1-22.
- PNUD, 2000.Sustainable livelihoods concept paper, UNDP, access 30-04-2005
http://www.undp.org/sl/Documents/strategy_papers/concept_of_SL.htm,
- Polanyi K., 1944. La grande transformation : aux origines politiques et économiques de notre temps, Gallimard, Paris, [1944] 1983, 420 p.
- Polanyi K, Arensberg C, 1975, Les systèmes économiques dans l'histoire et dans l'économie, Paris, Librairie Larousse. 1^a edição 1957: Trade and Market in the Early empires.
- Polanyi K, 1994 *El sustento del hombre*, Barcelona, Mondadori, [1975] *The Livelihood of Man*, ed. by PEARSON H. W. New York, Academic Press, Inc
- Portes, A 1998, "Social capital ; Its Origins and Applications in Modern Sociology", in *Annual Reviews of Sociology* Vol. 24, pp 1-24.
- Portes A ; Landolt P 2000 The downside of capital social *The American Prospect* 26 (may june : 18 21
- Putnam R. D (& Leonardi, R. Nanetti, R) 1993. Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy. Princeton, NJ: Princeton University Press. 328p.
- Putnam, R.D 1993 The Prosperous Community *The American Prospect* vol. 4 (13), March, 21
- Putnam, R.D.1995, Bowling alone: America's declining social capital, *Journal of Democracy*, 6 (1): 65-78
- Ricœur P. 1990 Soi même comme un autre, Paris, Seuil, 425p.
- Ricœur P.1994 Ethique et responsabilité, Paris, La Baconnière.
- Roger, E.M., Kincaid, D.L. 1981, Communication Networks. Toward a New Paradigm for Research, New York: The Free Press, 386p.
- Sabourin E. 1999 *Family farming sustainability and regional economic integration in Brazil: between debate and reality*. In: "Sustainable agriculture and Environment: Globalization

- and trade liberalisation" Dragun A.K. & Tisdell C. (dir.) Cheltenham, GB, Edward Elgar Editor, pp 229-245
- Sabourin E., 2000. Peasant reciprocity practises in Brazilian Northeast rural communities and recognition of agriculture multifunctionality *X World Congress of Rural Sociology*, Rio de Janeiro, 1-4 /08/2000, 15p.
- Sabourin, 2001 Changements sociaux, organisation des producteurs et intervention externe in Paysans du Sertão, Caron et Sabourin (coord) Montpellier, Cirad, pp.107-134
- Sabourin E. 2001. Reciprocidad e intercambio en comunidades campesinas del Nordeste: Massaroca (Bahía, Brasil) *Revista Ibero americana de Autogestión y Acción Comunal*, 35-36-37 : 101-112
- Sabourin E., 2002. Concepts, stratégies, acteurs et spécificité du cas brésilien in : Planification du développement territorial au Brésil, Sabourin et Teixeira (eds), Cirad, Ufpb, Montpellier, France, Colloques, pp 9-16.
- Sabourin E. 2004, Dádiva e reciprocidade nas sociedades rurais contemporâneas, *Tomo*, v 7 : 75-104
- Sabourin E, 2005 Les tensions entre lien social et intérêts matériels dans les processus d'action collective in *Les tensions entre lien social et intérêts matériels dans l'action collective*, Sabourin et Antona (Dir) Paris, CIRAD et Bibliothèque du MAUSS, 13-39
- Sabourin E. 2005 Organização dos agricultores e produção de valores humanos in VII Congresso da Sociedade Brasileira de Sociologia, Belo Horizonte, SBS, 1-3 juin 2005
- Sabourin E, Coudel, E. 2004. Multifunctionality of rural spaces and natural resource management: Brazil & France comparison. In: IASCP 2004 International Conference: The Commons in a Age of Global Transition: challenges, risks and opportunities, Oaxaca, Mexico, 9-13/08/, 2004, 12p.
- Sabourin, E ; Teixeira O. (Edit) (2002) Planification du développement territorial au Brésil Actes du séminaire, 28-30 septembre 1999, Campina Grande, Brésil, Cirad, Ufpb, Montpellier, France, Colloques, 116p
- Sabourin E.; Caron P., Silva PCG da: 2001. O manejo dos « fundos de pasto » no nordeste baiano : um exemplo de reforma agrária sustentável. In: *Raízes*, 20: 90-102
- Sabourin E, Duque G., Diniz, P C O, Oliveira, M S L, Florentino G L. 2005 Reconnaissance publique des acteurs collectifs de l'agriculture familiale au Nordeste. *Cahiers Agricultures* 14 (1) : 111-116
- Sartre J.P. 1969, *Situations III*, Paris, Gallimard, *Matérialisme et révolution*, p. 194.
- Sahlins, M. 1976, Age de Pierre, Age d'abondance: L'économie des sociétés primitives. Gallimard, Paris. 409p
- Schneider S.; Silva, M K; Moruzzi M P E. 2003 *Políticas Públicas e Participação Social no Brasil Rural*. Série Estudos Rurais. Porto Alegre: Editora da UFRGS, 252p.
- Schuller T, Baron S, Field J. 2000 Social Capital. A Review and Critique in Baron, Field & Shuller, *Social Capital. Critical Perspectives*, Oxford, Oxford University Press, 1-38
- Sen, A 1999 *Un nouveau modèle économique : développement justice liberté*, Paris, O Jacob, 350 p
- Sidersky, P. Sabourin E, Tonneau, JP. 2004, How do community social dynamics and different social actors relate to social & technical innovations in Semi-arid Brazil ? in XI World Congress of Rural Sociology, Trondheim, Norvège, 25-30 juillet 2004, 15p
- Suplicy M E 2002. *Renda de cidadania*, Fundação Perseu Abramo e Cortez São Paulo.
- Tchayanov A. 1990, L'organisation de l'économie paysanne Librairie du Regard, Paris, 344p
- Temple D. 1992, Le quiproquo historique", *Golias*, n° 31, Automne 1992.
- Temple D., 1997. L'économie humaine in *La revue du MAUSS* n°10, (1) 1997 :103-109
- Temple, D. 1998. Les structures élémentaires de la réciprocité *Revue du MAUSS* n°12, (2) : 234-242,

- Temple D., 2004. Séminaire sur la Réciprocité in : <http://dominique.temple.chez.tiscali.fr>
- Temple D., 2004 Réciprocité et valeur. in :<http://dominique.temple.chez.tiscali.fr>, 30-04-05
- Temple, D ; Chabal, M. 1995 *La réciprocité et la naissance des valeurs humaines*. Paris, L'Harmattan, 263p.
- Todorov, T. 1982. La conquête de l'Amérique. La question de l'autre, Paris, Seuil, 328p.
- Tonneau, JP; Teixeira O.Aquino, F.; 2005 Modernisation de l'agriculture familiale et exclusion sociale : le dilemme des politiques publiques *Cahiers Agricultures*, 14,1; 11-18
- Tonneau J. P., Sabourin E., 2004, *Université Paysanne au Brésil. Evaluation du I cycle du projet Unicampo*. Montpellier, Cirad Tera n° 04/2004, 60p
- Tonneau J.P.; Leal F L.A; Caniello M ; Lima J P de ; Araújo A.E, 2004 Projeto UniCampo - Uma experiência de extensão no Cariri paraibano. In: 2 Congresso Brasileiro de Extensão Universitária, 2004, Belo Horizonte. [Re]conhecer diferenças, construir resultados., 2004.
- Unicampo, 2004 : A construção da Universidade Camponesa no Brasil, UFCG, DVD, vol 1
- Veiga, I. 1999. Savoirs locaux et organisation sociale de l'agriculture familiale amazonienne: la gestion durable des milieux en question. INP-ENSAT-ENFA, Université Toulouse le Mirail, Toulouse, 350p. Thèse de doctorat en Etudes Rurales (Sociologie).
- Williamson O.E., 1979. Transaction Cost Economics. The governance of Contractual relations», *The Journal of Law and Economics*, 22 : 223-261. October 1979.
- Winter P.; Corral L, Gordillo, G 2001 Rural livelihoods strategies and social capital in Latin America: implications for rural development projects, *Working papers in Agricultural & Resource Economics*, 2001-6, Armidale, University of New England, 22p.
- World Bank 1997 *World Development report 1997: The State in a changing world* Washington DC The World bank.
- World Bank 1997 *Social capital: The missing link "Monitoring environmental progress – Expanding the measure of Wealth*. Draft ms, Washington DC, World Bank Environment Department
- World Bank 2000 *World Development Report 2000: Reaching the poor*s, Washington DC The World Bank.